Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Paysans-sans-terre-sans-eau-et-sans-horizon-au-Paraguay>

Paysans sans terre, sans eau et sans horizon au Paraguay

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : lundi 24 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Carlos Amorín

REL-UITA, 23 mai 2004

[Leer en español](#)

C'est quelque chose d'habituel. Chaque matin, les journaux parlent en une d'un fait en relation avec la prise de terres par un groupe de paysans désespérés et parfois organisés. Il ne s'agit pas d'un mouvement novateur mais depuis quelques mois les invasions de latifundios [1] se sont multipliées d'une façon remarquable. Il ne s'agit plus d'un phénomène sporadique mais bien d'une alternative, sans doute la seule, pour plus de 300.000 familles expulsées des campagnes.

La structure actuelle de la propriété terrienne au Paraguay repose sur des bases datant de la fin de la guerre de la Triple Alliance en 1870 [2]. Pour payer la lourde « dette » que le vaincu devait aux vainqueurs, les gouvernements successifs ont dû vendre à perte les terres publiques qui, au début de la guerre, constituaient 80% du territoire paraguayen. A peine 30 ans plus tard, il en restait à peine la moitié. On calcule que, entre 1870 et 1914, l'Etat a privatisé 26 millions d'hectares, en grande partie en faveur de trois entreprises étrangères, brésiliennes et argentines. Certains personnages locaux en ont également profité. Aujourd'hui encore il existe des propriétés de 80.000 hectares et certaines familles ignorent le nombre exact des terres en leur possession.

En contrepartie, des millions de paysans luttent pour leur survie sur des lopins de terre qui vont de quelques centaines de mètres carrés à 3 ou 4 hectares. Leur stratégie agricole est essentiellement la même que celle des guaranis qui occupaient ce territoire il y a 500 ans : plantations de coton, de manioc, d'arachides, de maïs et de Calebasses. Ceux qui ont réussi à accumuler un petit capital ont une ou deux vaches laitières, quelques poules pour la viande et les oeufs. C'est là la base alimentaire du paysan paraguayen.

Féodalisme et vassalité

Cette base n'est, cependant, pas toujours facile à obtenir. Impressionnés chaque année par une bonne récolte de coton (la seule culture qui leur rapporte réellement une rentrée d'argent « sûre »), les paysans y consacrent généralement la plus grande partie de leurs terres et de leur énergie. Toutefois, la structure des entreprises mafieuses développées autour de la production du coton finit invariablement par réduire les agriculteurs à un esclavage à peine dissimulé auquel il ne manque que le nom. Intrants dernier cri à payer après la récolte, monopole du stockage du coton brut (et donc de son prix), relations locales féodales, monopole de l'exportation : « Todo es una cruz » [3] comme le chantait Julio Sosa dans "Nada". Tels sont les maux du minifundio amplifiés par l'exploitation sauvage exercée par une classe féodale et mafieuse.

C'est dans ce contexte que, ces cinq dernières années, on assiste à une pression croissante exercée par des entreprises, nationales et étrangères - surtout brésiliennes - [4] sur la propriété de la terre afin de repousser la dite « frontière du soja » dont la culture s'étend à un rythme de 10 % annuel. A l'heure actuelle, pratiquement 2 millions d'hectares sont consacrés au soja transgénique RR, c'est-à-dire plus de la moitié du total des terres cultivées au Paraguay. Ce pays est le quatrième exportateur mondial avec une production de 4 millions de tonnes annuelles.

Dans les campagnes, dans les communautés paysannes, ce séisme se manifeste par les achats massifs de minifundios par des entreprises investisseuses. Les paysans reçoivent l'argent au comptant : 500 dollars par hectare. Pour eux c'est une fortune, un rêve, le laisser-passer pour la ville et l'ouverture d'un petit commerce en sus. Pour les acheteurs, ce sont des gouttes d'eau dans l'océan, des affaires juteuses. Les potagers, les enclos, les maigres pâtures, les bois, les étables, jusqu'aux chemins et aux maisons, tout est dévasté et aspergé, par de petits avions,

de Paraquat et de Glyphosate, deux puissants herbicides. Après les avions, ce sont les machines de semis direct qui complètent le tableau. Là où s'exprimait une culture ancestrale, pauvre et tout à la fois opulente, il ne reste qu'un capital spéculatif aux racines volatiles. C'est ce qu'on a appelé au Paraguay la « sojisation » des campagnes.

Des milliers et des milliers de nouveaux expulsés migrent vers la ville qui les reçoit sans s'en préoccuper davantage. De nouvelles agglomérations humaines croissent ainsi, décors d'une misère indicible, dans la banlieue de Asunción. Des quartiers tels que El Bañado. A peine un campement qui compte plus de 15.000 familles et est en constante expansion. L'activité industrielle y est inexistante et est substituée par une contrebande massive. Il n'y a pas de travail. Pas plus que de statistiques réelles. Les paysans qui tentent de résister à la « sojisation » sont vite asphyxiés sur de petits lopins incongrus. Leurs cultures ne se développent pas, attaquées par les pesticides que leurs voisins disséminent depuis le ciel en abondance et sans aucun contrôle. La santé des paysans souffre aussi des conséquences de la pollution. Entre la mort et la mort, ils choisissent de plus en plus nombreux les invasions de terres de l'Etat ou des latifundios privés. C'est leur troisième option, la dernière avant El Bañado.

La résistance

La Fédération nationale paysanne (Federación Nacional Campesina - FNC) regroupe des petits et moyens producteurs ainsi que des paysans sans terre. Elle a organisé plusieurs occupations de terre. Selon le critère défini par la FNC, seules les propriétés de plus de 3.000 hectares doivent être occupées et seulement s'il s'agit clairement de latifundios. « Aujourd'hui, nous dit Marcial Gómez, secrétaire général adjoint de la FNC, l'invasion est la seule manière de faire pression pour accéder à la terre. Le gouvernement s'est engagé à nous distribuer quelques 12.000 hectares dans différentes régions du pays où il y a des paysans organisés qui attendent que cet accord se concrétise. Dans le cas contraire, ils entreront en action ». « Pour nous, poursuit Gómez, la résistance que nous sommes en train de développer contre l'extension de la culture du soja et qui est en train de vider nos campagnes est également importante. Nous considérons qu'il s'agit d'un problème très grave. En janvier passé, deux de nos compagnons ont été assassinés à Caaguazú pour avoir résister aux fumigations aériennes qui détruisent leurs cultures. Les fumigations des terrains des communautés se font souvent dans l'intention de les affamer pour pouvoir les expulser plus facilement ».

Bien que la majorité des invasions, ou des « tentatives » d'occupation, se déroulent sans violence, les victimes de la répression à l'encontre des paysans se comptent par dizaines au cours des dernières années. Dans certains cas, la police locale agit à visage découvert en tant que bande armée au service des puissants.

Marcial Gómez précise que « L'Association rurale du Paraguay, qui regroupe les grands propriétaires terriens, nous a toujours accusé d'une série de crimes pour gruger la société et faire pression sur le gouvernement et la justice pour que nous soyons punis. La loi doit être en faveur de la société. Or, la façon dont ils mettent en oeuvre le droit à la propriété est une atteinte contre le développement du pays et du peuple. Ainsi, notre lutte vise aussi à ce que la loi soit plus en conformité avec la réalité de la vie des gens. » Le dirigeant paysan ajoute qu'« il est impossible qu'ils bloquent cette revendication de terre parce que c'est la dernière carte qu'ils nous ont laissée ».

Le père Oliva, que tout le monde au Paraguay appelle Paí, est un vétéran, un curé jésuite né en Espagne et paraguayen par choix. Son rôle social était déjà important avant le « Mai paraguayen » de 1999 mais, à cette occasion, son courage et sa persévérance l'ont élevé pratiquement au rang de héros national. Rejeté par les secteurs les plus conservateurs du catholicisme local, el Paí n'a pas la langue dans sa poche. Selon lui, la raison des invasions de terres est « l'incroyable inégalité sociale qui existe dans ce pays dans lequel une poignée de personnes s'accapare tous les bénéfices nationaux. Ici il y a de l'argent mais il est placé à l'étranger. Ils ne sont pas des entrepreneurs, ils sont riches, ce qui est différent. Ils ne savent pas investir, faire des investissements productifs. La distribution inégale de la terre a confiné les paysans sur les pires terrains et produire leur demande beaucoup d'efforts. Ici, ce qu'il faudrait, c'est réagencer totalement la propriété foncière mais cela s'appelle une réforme agraire

et c'est un mot qui fait peur aux propriétaires terriens. Donc, les paysans occupent les terres. Parfois ils ont de la chance et le gouvernement exproprie la terre mais parfois on les poursuit à coup de bâton et de balles. ». « Ce que nous devons nous demander, ajoute le curé, c'est à quoi servira la terre s'il n'y a pas de routes, pas de semences, pas d'aide technique, pas de marché. La lutte actuelle se joue sur le premier plan mais on devra bientôt commencer à réfléchir sur cet autre aspect ».

Au Paraguay, apparemment soumis à la culture du soja et aux maffias, le changement est en train de se préparer lentement. 60 % de la population a moins de 30 ans, et en dépit des incessantes querelles entre les puissants, en bas, sur le marché et dans les rues, dans les auditorios et à l'ombre des arbres, le peuple n'a plus peur de se parler à lui-même. Dialoguer c'est planifier.

Traduction : Anne Vereecken, pour [RISAL](#).

Post-scriptum :

Notes :

[1] Le latifundio est une grande propriété foncière. Opposé à minifundio. (N.d.T.)

[2] « La guerre avait été si longue et si dure que le Paraguay était dévasté, annihilé : il avait perdu la moitié de sa population, seulement 20% des hommes avaient survécu et ils étaient en majorité des vieillards, des enfants ou des mutilés. L'application du Traité de la Triple Alliance signifiait la perte de 150 milles kilomètres carrés de territoire ». Dans « Compendio de historia paraguaya », de Julio César Chaves. Carlos Schauman - Editor. 1998.

[3] Comprendre « une croix à porter ». (N.d.T.)

[4] Des estimations conservatrices assurent que la moitié des terres agricoles paraguayennes sont aux mains d'étrangers.